

Paul, CECE

paulcece2017@gmail.com

ORCID : 0009-0001-5257-5063

Laboratoire de Recherche en Economie
de Saint-Louis (LARES) - Université
Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis du
Sénégal et Université Général Lansana
Conté de Sonfonia (Guinée).

Mamadou Abdoulaye, KONTE

mamadou-abdoulaye.konte@ugb.edu.sn

ORCID : 0000-0002-2499-3313

Laboratoire de Recherche en Economie
de Saint-Louis (LARES) - Université
Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis
(Sénégal).

Inclusion financière et croissance économique en Guinée

Résumé : Cette étude analyse l'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique en Guinée à partir de données couvrant la période 2004-2023, en utilisant la méthode des Moindres Carrés Ordinaires. Les résultats montrent que l'inclusion financière exerce un effet négatif sur la croissance économique, indiquant que son développement actuel ne contribue pas encore à la dynamique économique du pays. Par conséquent, pour faire de l'inclusion financière un véritable levier de développement, il apparaît nécessaire d'améliorer l'accès aux services financiers, de renforcer la confiance du public envers les institutions financières et de concevoir des produits financiers adaptés aux réalités socio-économiques locales.

Mots-clés : Croissance économique - Inclusion financière - Guinée.

Financial inclusion and economic growth in Guinea

Summary: This study analyzes the effect of financial inclusion on economic growth in Guinea using data covering the period 2004–2023 and applying the Ordinary Least Squares (OLS) method. The results indicate that financial inclusion has a negative effect on economic growth, suggesting that its current level of development does not yet contribute to the country's economic dynamics. Consequently, in order to make financial inclusion a genuine driver of development, it is necessary to improve access to financial services, strengthen public trust in financial institutions, and design financial products tailored to local socio-economic conditions.

Keywords: Economic growth - Financial inclusion - Guinea.

JEL Classification: O55 - G21 - O47

Received for publication: 20250818.

Final revision accepted for publication: 20251230

1. Introduction

Depuis le début des années 2000, la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique a suscité de nombreux débats aussi bien sur le plan théorique que sur le plan empirique. Les fondements théoriques de cette relation remontent au début du 20^{ème} siècle avec les travaux pionniers de Schumpeter (1911). Celui-ci explique que les banques jouent un rôle déterminant dans la croissance économique dans la mesure où elles favorisent l'innovation à travers des services financiers qu'elles fournissent, à savoir la mobilisation de l'épargne, l'allocation efficace des ressources, la gestion des risques et l'offre des services facilitant l'échange. En s'inscrivant dans la même logique que Schumpeter (1911), McKinnon (1973) et Shaw (1973), au travers la théorie de la libéralisation financière, préconisaient l'affranchissement financier comme une thérapie contre le sous-développement et présentent la libéralisation du secteur financier comme un moyen efficace et simple pour accélérer la croissance économique des pays en voie de développement.

La Guinée s'est inscrite dans la dynamique de McKinnon (1973) et Shaw (1973) en adoptant, dès 1986, des politiques de libéralisation financière dans le cadre des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), avec pour objectif l'amélioration de la profondeur du système financier ainsi que l'utilisation des services financiers formels. Toutefois, malgré l'assise théorique de ces politiques (McKinnon, 1973; Shaw, 1973), leur mise en œuvre n'a pas permis de réorienter efficacement les ressources financières vers les activités susceptibles de soutenir la croissance économique de ce pays. Face aux résultats mitigés des PAS, les autorités guinéennes ont progressivement orienté leur stratégie vers l'inclusion financière, qui signifie la facilité d'accès et la possibilité d'utilisation des services financiers formels pour tous les participants à une économie (Kim et al. 2018). Cette réorientation a permis une amélioration de l'inclusion financière en Guinée. À titre illustratif, selon les données de la Banque mondiale (Global Findex, 2021), le taux d'adultes titulaires d'un compte bancaire en Guinée est passé de 4 % en 2011 à 30 % en 2021. Cette progression traduit une participation croissante des populations aux circuits économiques formels, ouvrant la voie à une croissance plus inclusive.

Sur le plan empirique, l'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique a fait l'objet de nombreuses études. La majorité d'entre elles concluent à un effet positif (Ali et al., 2021; Bigirimana & Hongyi, 2018; Biswas, 2024; Chatterjee, 2020; Emara & El Said, 2021; Kim et al., 2018; Lenka & Sharma, 2017; Nizam et al., 2020; Sahay et al., 2015; Sethi & Acharya, 2018; Siddik et al., 2019). Toutefois, d'autres études mettent en évidence des effets plus nuancés, voire négatifs, suggérant que dans certains contextes, l'inclusion financière pourrait ne pas engendrer les résultats escomptés en matière de croissance (Chiwira, 2021; Khan et al., 2022; Maune et al., 2020; Menyelim et al., 2021; Nkwede, 2015; Nwisiennyi & Obi, 2020).

L'Afrique subsaharienne (ASS) a également fait l'objet de nombreuses études empiriques sur le lien entre l'inclusion financière et la croissance économique, parmi lesquelles Chinoda & Kapingura (2023), Adedokun & Ağa (2023), Ifediora et al. (2022), Jima &

Makoni, (2023), Sarpong & Nketiah-Amponsah (2022). Toutefois, en Guinée, les travaux sur cette thématique demeurent très limités. À notre connaissance, la seule étude disponible, celle de Cece & Konte (2025), porte sur les déterminants de l'inclusion financière et n'examine pas son effet sur la croissance économique.

Ainsi, la présente recherche vise à combler cette lacune en analysant empiriquement l'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique en Guinée. Elle constitue à ce jour la première étude empirique portant sur ce sujet dans le pays.

L'article est structuré de la manière suivante : la section 2 propose une revue de la littérature. La section 3 expose la méthodologie adoptée, La section 4 présente et discute les résultats obtenus. Enfin, la section 5 conclut l'étude et met en évidence des perspectives de recherche futures.

2. Revue de la littérature

La relation entre l'inclusion financière et la croissance économique fait l'objet d'une littérature abondante, nourrie par des contributions théoriques et empiriques qui ont évolué au fil du temps. Pour situer cette recherche dans ce champ de recherche, la revue de la littérature est organisée autour de deux volets complémentaires. D'une part, la revue théorique retrace les fondements conceptuels reliant le développement financier et l'activité économique. D'autre part, la revue empirique synthétise les résultats des études empiriques.

2.1. Revue théorique

La relation entre l'inclusion financière et la croissance économique suscite un intérêt croissant, notamment dans les pays en développement. Ce regain d'attention s'inscrit dans le prolongement des débats sur le rôle de la finance dans le développement économique, remontant aux travaux pionniers de Schumpeter (1911), McKinnon (1973) et Shaw (1973). Ces auteurs ont posé les fondements du lien finance-croissance, en soulignant la capacité du système financier à mobiliser l'épargne, canaliser les investissements et améliorer l'allocation des ressources. À l'opposé, Robinson (1952) considère que le développement financier est davantage une conséquence de la croissance économique que sa cause. Selon lui, les institutions financières se développent progressivement à mesure que l'économie évolue.

À partir des années 1990, la littérature économique s'enrichit grâce aux apports de la théorie de la croissance endogène. Des auteurs comme Pagano (1993) et King et Levine (1993) insistent sur l'importance du système financier dans l'accumulation du capital, le progrès technologique et l'amélioration du capital humain. Parallèlement, les modèles de croissance exogène continuent de souligner le rôle crucial des gains de productivité. Goldsmith (1969) avait déjà mis en lumière une corrélation positive entre intermédiation financière et croissance économique. King et Levine (1993) affinent cette relation en corrigeant les biais de simultanéité, confirmant ainsi l'impact favorable de la finance sur la croissance. Néanmoins, Lucas (1988) reste sceptique, estimant que la littérature a

tendance à exagérer l'importance du secteur financier. L'auteur reconnaît que la finance facilite l'allocation des ressources, mais considère que cela n'est pas le moteur explicatif principal de la croissance économique.

Plusieurs modèles théoriques mettent en évidence différents canaux par lesquels la finance peut influencer la croissance : la fourniture de liquidité (Bencivenga et Smith, 1991), la gestion des risques (Saint-Paul, 1992), l'existence d'externalités technologiques (Albert et Semedo, 1998; Greenwood et Jovanovic, 1990) ou encore la production d'information facilitant l'allocation du capital (Acemoglu et al., 2002; King et Levine, 1993). Ces approches théoriques ont nourri une abondante littérature empirique.

Dans le prolongement de ces débats, depuis les années 2000, le lien entre finance et croissance économique a connu une évolution notable, marquée par l'émergence du concept d'inclusion financière. Ce concept a orienté de nombreuses recherches récentes, visant à explorer son impact sur la croissance économique.

2.2. Revue empirique

Empiriquement, la littérature est riche en explications sur l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique. Ainsi, plusieurs études se sont intéressées à la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique (Bigirimana & Hongyi, 2018; Chiwira, 2021; Emara & El Said, 2021; Ifediora et al., 2022; Inoue & Hamori, 2016; Kim et al., 2018; Lenka & Sharma, 2017; Menyelim et al., 2021; Nkwede, 2015; Nwisiyenyi & Obi, 2020; Onaolapo et al., 2015; Ain et al., 2020).

2.2.1 Relation positive entre l'inclusion financière et la croissance économique

En utilisant un estimateur GMM dynamique sur un panel de 37 pays d'Afrique subsaharienne (2004–2012), Inoue & Hamori (2016) ont montré que le nombre de succursales bancaires est positivement corrélé au PIB réel par habitant. De même, Kim et al. (2018), ont constaté un effet favorable de l'inclusion financière sur la croissance dans 55 pays membres de l'organisation de la coopération islamique, à travers plusieurs méthodes économétriques (VAR en panel, IRF et tests de causalité de Granger).

De manière similaire, Ain et al. (2020) à partir de données couvrantes respectivement 33 et 31 pays en développement, ont également établi que l'inclusion financière, mesurée par des indicateurs tels que le nombre de Guichets Automatiques de Banques (GAB) ou de succursales, a un impact significatif et positif sur la croissance économique, avec parfois une relation de causalité bidirectionnelle.

En outre, des études régionales comme celle de Emara & El Said (2021) dans la région MENA révèlent que l'effet bénéfique de l'inclusion financière sur la croissance du PIB par habitant est renforcé dans les pays dotés de bonnes institutions. De façon comparable, Ifediora et al. (2022), confirment que l'indice d'inclusion financière a un effet positif dans 22 pays d'Afrique subsaharienne. Des études de cas nationaux soutiennent

également ce constat. Lenka & Sharma (2017) pour l'Inde et Bigirimana & Hongyi (2018) pour le Rwanda, ont démontré que l'inclusion financière, qu'elle soit mesurée par l'accès, la pénétration ou l'usage favorise la croissance économique, à court comme à long terme.

2.2.2 Une relation nuancée voire négative entre l'inclusion financière et la croissance économique

Bien que la majorité des travaux mettent en évidence une relation positive entre l'inclusion financière et la croissance économique, quelques études documentent une relation négative ou nuancée. Ainsi, Menyelim et al. (2021), en analysant 48 pays d'Afrique subsaharienne entre 1995 et 2017, montrent que l'inclusion financière, mesurée par des indicateurs d'accès aux services financiers, peut atténuer les effets positifs de la réduction des inégalités de revenus sur la croissance économique.

De manière similaire, Nkwede (2015) examine la période 1981–2013 au Nigeria et conclut que l'inclusion financière exerce un impact significatif mais négatif sur la croissance. Dans le même ordre d'idée, Nwisiennyi & Obi (2020) à l'aide d'un test ARDL de cointégration et d'un modèle de correction d'erreur (ECM), révèlent que le nombre d'emprunteurs auprès des banques commerciales pour 1 000 adultes a un effet défavorable sur la croissance économique du Nigeria (2004–2018).

Par ailleurs, en utilisant également le modèle ARDL, Chiwira (2021) met en évidence, dans les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), une relation négative à long terme entre inclusion financière et croissance économique pour la période 1995–2015.

En complément, Onaolapo et al. (2015) étudient le cas nigérian à travers deux indicateurs d'approfondissement financier pour mesurer l'inclusion financière : le ratio masse monétaire/PIB et le ratio crédit au secteur privé/PIB. Leurs résultats montrent un effet ambivalent : le premier ratio a un effet positif sur la croissance, tandis que le second produit un effet négatif, soulignant que tous les canaux de l'inclusion financière n'agissent pas uniformément.

La littérature sur le lien entre inclusion financière et croissance économique présente des résultats contrastés. Si la majorité des études montrent un effet positif, d'autres soulignent des effets ambivalents ou négatifs. En Afrique subsaharienne, les résultats empiriques confirment en général un effet favorable, bien que des divergences subsistent selon les contextes. Toutefois, un constat s'impose : malgré la richesse de la littérature dans cette région, la Guinée reste absente des analyses empiriques. Cette recherche vise à combler cette lacune en analysant, pour la première fois, l'impact de l'inclusion financière sur la croissance en Guinée.

3. Méthodologie

Cette section détaille l'approche méthodologique adoptée dans le cadre du travail. Elle commence par le cadre théorique, en mettant en lumière les choix effectués. Les techniques d'estimation utilisées sont également présentées, afin de mieux comprendre la logique d'analyse retenue.

3.1 Modèle théorique et modèle empirique

Dans la littérature, pour analyser la croissance économique, différentes fonctions de production telles que l'élasticité constante de substitution, les fonctions translog et les fonctions Cobb-Douglas sont utilisées. Dans cette étude, nous avons utilisé une fonction de production qui montre théoriquement l'interdépendance des facteurs capital et travail et qui peut également intégrer les caractéristiques observables et non observables qui comptent pour la croissance économique. La fonction de production de Cobb-Douglas a été adoptée et elle est spécifiée comme indiqué dans l'équation (1) :

$$F(K, L) = AK^\alpha L^\beta X^\delta \quad (1)$$

où K est le capital utilisé dans la production, L est le travail utilisé dans la production, X représente les autres facteurs qui interviennent dans la production, y compris les caractéristiques inobservables qui peuvent influencer sur la production, et A est la technologie de production. La puissance liée à chaque facteur de production (α, β, δ) est un nombre compris entre zéro et un. La spécification de la fonction de production Cobb-Douglas que nous avons choisie pour les estimations économétriques avec les données à la forme indiquée dans l'équation (2) :

$$\ln Y = a_0 + \alpha \ln K + \beta \ln L + \sum_{i=1}^n \delta_i X_i + \varepsilon \quad (2)$$

où Y est la croissance du PIB par habitant du pays, K est le stock de capital utilisé par le pays, L est la quantité de travail utilisée par le pays pour la production, X représente d'autres variables explicatives, et a_0 , la constante dans l'estimation, peut être interprétée comme la productivité totale des facteurs.

Le modèle empirique utilisé pour analyser l'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique est décrit dans l'équation (3) :

$$\ln PIBCA = \beta_0 + \beta_1 \ln BANK_A + \beta_2 POP + \beta_3 INF \quad (3)$$

avec $PIBCA$ la croissance du PIB en pourcentage annuel, $BANK_A$ le nombre d'agences de banques commerciales pour 100 000 adultes, POP le taux de croissance de la population (% annuel) et INF le taux d'inflation mesuré par l'indice des prix à la consommation (% annuel).

Pour estimer le modèle empirique décrit dans l'équation (3), nous utilisons la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO). La période d'étude est de 2004 à 2023.

3.2. Variables et statistiques descriptives

Cette partie est consacrée à la présentation des variables d'études et à l'analyse des données collectées. Elle a pour objectif de fournir un aperçu général des principales variables étudiées, en mettant en évidence leurs caractéristiques essentielles.

Pour mesurer l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique en Guinée, nous utilisons la croissance du PIB en pourcentage annuel (PIBCA) comme variable endogène. Le nombre d'agences de banques commerciales pour 100 000 adultes (BANK_A) est utilisé comme l'indicateur de mesure de l'inclusion financière.

Nous utilisons également d'autres variables de contrôle, il s'agit de la croissance de la population (POP) en pourcentage annuel et de l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (INF) en pourcentage annuel.

Tableau 1. Variables de l'étude

| Variables | Description | Sources | Signe attendu |
|-----------|---|-------------------------------------|--------------------|
| PIBCA | la croissance du PIB en pourcentage annuel | <i>World Development Indicators</i> | Variable expliquée |
| BANK_A | Nombre d'agences de banques commerciales pour 100 000 adultes | <i>Financial Access Survey</i> | + |
| POP | Croissance de la population (% annuel) | <i>World Development Indicators</i> | + |
| INF | Inflation, prix à la consommation (% annuel) | <i>World Development Indicators</i> | - |

Source : Auteurs

L'analyse du tableau 2 montre que la croissance du PIB en pourcentage annuel (PIBCA), présente une moyenne de 4,864%, avec un écart-type de 2,837%, ce qui révèle une variation modérée du PIBCA d'une année à l'autre (ou entre observations). En effet, son minimum enregistré est de -1,123%, tandis que le maximum atteint 10,821%. Ainsi, ces variations reflètent la vulnérabilité de l'économie face aux chocs externes ou aux déséquilibres internes.

Tableau 2: Les statistiques descriptives

| Variable | Obs | Mean | Std. Dev. | Min | Max |
|----------------|-----|--------|-----------|--------|--------|
| PIBCA | 18 | 4,864 | 2,837 | -1,123 | 10,821 |
| BANK_A | 18 | 1,904 | 0,811 | 0,742 | 2,784 |
| POP | 18 | 2,419 | 0,171 | 2 | 2,567 |
| INF | 17 | 14,882 | 8,447 | 4,684 | 34,695 |
| Transformation | | | | | |
| log. | | | | | |
| IPIBCA | 17 | 1,536 | 0,525 | 0,174 | 2,381 |
| IBANK_A | 18 | 0,539 | 0,496 | -0,297 | 1,024 |

Source: Auteurs

La variable BANK_A, présente une moyenne de 1,902 agence de banques commerciales pour 100 000 adultes, indiquant un développement modéré de l'inclusion financière en Guinée. Cette valeur suggère que, bien que des progrès aient été réalisés, le système bancaire demeure encore limité dans son expansion. L'écart-type de 0,812 agence de banques commerciales pour 100 000 adultes, traduit une variabilité importante entre les périodes considérées, témoignant d'une évolution hétérogène du secteur au fil du temps. Les valeurs extrêmes, comprises entre 0,743 agence de banques commerciales pour 100 000 adultes et 2,785 agences de banques commerciales pour 100 000 adultes, révèlent des fluctuations significatives, possiblement liées à des réformes financières, à des périodes de croissance économique variable ou à des changements de politiques bancaires.

Concernant la croissance démographique (POP), elle reste relativement stable, avec une moyenne de 2,419% et un écart-type faible (0,171%). Le taux varie entre 2% et 2,567%, ce qui traduit une dynamique démographique constante. De ce fait, cette croissance peut être bénéfique à l'économie, car elle soutient la demande intérieure et le développement du marché du travail, à condition toutefois, que les ressources disponibles soient suffisantes pour absorber cette population croissante.

S'agissant de l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (INF), elle affiche une moyenne élevée de 14,88% avec une volatilité notable (écart-type de 8,45). Les taux varient fortement entre 4,684 % et 34,695%, ce qui souligne clairement l'instabilité du taux d'inflation durant la période considérée. En conséquence, cette forte

inflation pourrait nuire à la croissance économique, en réduisant la confiance des investisseurs, en érodant le pouvoir d'achat des ménages et en perturbant les décisions d'épargne et d'investissement.

4. Résultats et discussion

Cette section présente les résultats obtenus et en analyse la signification. Les résultats sont d'abord exposés de manière synthétique, puis une discussion est menée afin de les comparer aux travaux antérieurs.

4.1. Résultat

Le point de départ de notre analyse économétrique consiste d'abord à examiner la corrélation entre les variables incluses dans le modèle, puis à vérifier la nature stochastique des séries considérées. D'une part, le test de racine unitaire de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) a été appliqué à l'ensemble des variables retenues. Les résultats (voir tableau 3) montrent qu'en Guinée, l'hypothèse nulle de racine unitaire est rejetée à niveau pour la croissance du PIB en pourcentage annuel (PIBCA) et pour le taux d'inflation (INF). En revanche, les variables relatives à la croissance démographique (POP) et au nombre d'agences de banques commerciales pour 100 000 adultes (IBANK_A) se révèlent stationnaire en différence première.

Tableau 3 : Etude de stationnarité

| VARIABLES | ADF unit root test | | |
|-----------|--------------------|--------|-----|
| | Stat | Prob | Ord |
| IPIBCA | -2,850 | 0,0515 | [0] |
| IBANK_A | -2,726 | 0,0696 | [1] |
| POP | -3,338 | 0,0133 | [1] |
| INF | -2,704 | 0,0734 | [0] |

Source : Auteurs

D'autre part, la matrice de corrélation (voir tableau 4) met en évidence une faible corrélation entre les variables du modèle, indiquant que leur inclusion simultanée ne pose aucun risque de multicolinéarité susceptible de biaiser les estimations.

Tableau 4 : Matrice de corrélation des variables incluses dans le modèle

| Variables | IPIBCA | D_IBANK_A | D_IPOP | INF |
|-----------|--------|-----------|--------|-------|
| IPIBCA | 1,000 | | | |
| D_IBANK_A | -0,385 | 1,000 | | |
| D_IPOP | -0,013 | 0,474 | 1,000 | |
| INF | -0,685 | 0,133 | 0,047 | 1,000 |

Source : Auteurs

L'analyse du test de multicollinéarité présentée au tableau 5 montre que les valeurs de VIF sont toutes inférieures à 2, avec une moyenne de 1,21. Ces résultats indiquent l'absence de corrélation élevée entre les variables explicatives (D_IBANK_A, D_POP et INF). Par conséquent, le modèle peut être estimé sans risque d'instabilité des coefficients, ce qui garantit la robustesse des résultats économétriques.

Tableau 5 : Test de multicollinéarité

| Variable | VIF | 1/VIF |
|-----------|-------|-------|
| D_IBANK_A | 1,310 | 0,763 |
| D_POP | 1,290 | 0,775 |
| INF | 1,020 | 0,982 |
| Mean VIF | 1,210 | |

Source : Auteurs

Les résultats de l'analyse du modèle traitant de l'effet de l'inclusion financière sur la croissance de la Guinée sont présentés dans le tableau 6. Toutefois, avant de passer à l'interprétation des résultats, il est impératif de vérifier la significativité globale du modèle et l'adéquation du modèle. Pour tester la significativité globale du modèle, la statistique de Fisher a été utilisée. Les résultats de ce test (voir tableau 7) montrent que le modèle est globalement significatif au seuil de 5%. Quant à l'adéquation du modèle, la valeur du coefficient de détermination (R²) est de 58,9 % ce qui signifie que les variables explicatives du modèle expliquent à près de 59% les fluctuations de la variable expliquée.

Tableau 6 : Résultat de la régression

| VARIABLES | IPIBCA |
|--------------|------------------------|
| D_IBANK_A | -2,219* (1,187) |
| D_IPOP | 1,343 (1,380) |
| INF | -0,0395*** (0,0115) |
| Constant | 2,316*** (0,205) |
| Observations | 16 |

Standard errors in parentheses

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Source: Auteurs

Tableau 7 : Tests de diagnostic

| | |
|----------------------|--------|
| Mean dependent var | 1,579 |
| R-squared | 0,589 |
| F-test | 5,730 |
| Akaike crit. (AIC) | 16,632 |
| SD dependent var | 0,510 |
| Number of obs | 16 |
| Prob > F | 0,011 |
| Bayesian crit. (BIC) | 19,723 |

Source: Auteurs

4.2. Discussion

Nos résultats (voir tableau 6), qui mettent en évidence un effet négatif de l'inclusion financière sur la croissance économique en Guinée, corroborent les conclusions de Nkwede (2015) et Menyelim et al. (2021) . Selon Nkwede (2015), la relation négative entre inclusion financière et croissance économique s'explique par un niveau élevé d'exclusion financière touchant une large part de la population adulte potentiellement bancarisable. La situation de la Guinée illustre parfaitement ce phénomène. Malgré une amélioration progressive du secteur bancaire au cours de la dernière décennie, l'accès effectif aux services financiers demeure limité par rapport à la moyenne observée en Afrique subsaharienne. Selon les données du *Global Findex* de la Banque mondiale (2021), seulement 30 % des adultes guinéens détenaient un compte bancaire cette année-là, contre une moyenne régionale d'environ 55 %. Ce déficit d'inclusion traduit une fracture persistante, alimentée par plusieurs contraintes structurelles: la faible bancarisation en milieu rural, la précarité des revenus, l'insuffisance de l'éducation financière et une méfiance envers les institutions financière (Cece & Konte, 2025).

Nos résultats indiquent également que l'inflation exerce un effet négatif sur la croissance économique en Guinée, un constat conforme à nos attentes. Deux raisons principales peuvent expliquer cette relation. D'une part, l'économie guinéenne reste fortement dépendante des exportations de matières premières, la rendant particulièrement vulnérable aux chocs externes susceptibles de provoquer une inflation sans pour autant stimuler une croissance inclusive. D'autre part, le recours fréquent au financement monétaire des déficits publics alimente une inflation persistante, affaiblissant ainsi les bases de la croissance. Ce résultat s'inscrit dans la lignée des travaux de Gillman et al. (2009) et de Iyke & Ho (2019) qui ont également mis en évidence l'effet négatif de l'inflation sur la croissance.

5. Conclusion

Cette étude a analysé empiriquement l'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique en Guinée. Les résultats, issus d'une méthodologie économétrique appliquée à des données annuelles allant de 2004 à 2023, montrent que l'inclusion financière a un effet négatif sur la croissance économique en Guinée.

Ces résultats soulignent que l'inclusion financière, mesurée par le nombre d'agences de banques commerciales pour 100 000 adultes, ne parvient pas encore à soutenir la croissance économique en Guinée. Ce constat suggère que la Guinée devrait améliorer l'accès aux services financiers, renforcer la confiance du public envers les institutions financières et concevoir des produits financiers adaptés aux réalités socio-économiques locales.

Bien que les résultats apportent des indications intéressantes, cette étude présente plusieurs limites qu'il convient de souligner. D'une part, elle mobilise un seul indicateur pour mesurer l'inclusion financière, alors que ce phénomène est multidimensionnel. D'autre part, le nombre relativement restreint d'observations utilisées, qui découle principalement de la disponibilité limitée des données statistiques en Guinée, peut réduire la robustesse des estimations. Ces limites n'invalident pas les conclusions, mais soulignent l'intérêt de futurs travaux disposant de séries temporelles plus longues et de mesures plus complètes afin d'approfondir l'analyse du lien entre inclusion financière et croissance économique en Guinée.

6. Références bibliographiques

- Adedokun, M. W., & Ağa, M. (2023). Financial inclusion : A pathway to economic growth in SUB-SAHARAN African economies. *International Journal of Finance & Economics*, 28(3), 2712-2728. <https://doi.org/10.1002/ijfe.2559>
- Ain, N. ul ., Sabir, S. ., & Asghar, N. . (2020). Financial Inclusion and Economic Growth: Empirical Evidence from Selected Developing Economies. *Review of Economics and Development Studies*, 6(1), 179-203. <https://doi.org/10.47067/reads.v6i1.195>
- Ali, M., Hashmi, S. H., Nazir, M. R., Bilal, A., & Nazir, M. I. (2021). Does financial inclusion enhance economic growth? Empirical evidence from the ISDB member countries. *International Journal of Finance & Economics*, 26(4), 5235-5258. <https://doi.org/10.1002/ijfe.2063>
- Bigirimana, M., & Hongyi, X. (2018). Research on relationship between financial inclusion and economic growth of Rwanda : Evidence from commercial banks with ARDL approach. *International Journal of Innovation and Economic Development*, 4(1), 7-18. <https://doi.org/10.18775/ijied.1849-7551-7020.2015.41.2001>

- Biswas, G. K. (2024). *Analyzing the Impact of Financial Inclusion on Economic Growth in Bangladesh* (No. arXiv:2401.11585). arXiv. <https://doi.org/10.48550/arXiv.2401.11585>
- Cece, P., & Konte, M. A. (2025). Les déterminants de l'inclusion financière dans les pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) : Cas de la Guinée. *African Scientific Journal*, 3(30), 0252-0252. <https://doi.org/10.5281/zenodo.15642640>
- Chandavarkar, A. (1992). Of finance and development : Neglected and unsettled questions. *World development*, 20(1), 133-142. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(92\)90142-I](https://doi.org/10.1016/0305-750X(92)90142-I)
- Chatterjee, A. (2020). Financial inclusion, information and communication technology diffusion, and economic growth : A panel data analysis. *Information Technology for Development*, 26(3), 607-635. <https://doi.org/10.1080/02681102.2020.1734770>
- Chinoda, T., & Kapingura, F. M. (2023). Digital financial inclusion and economic growth in Sub-Saharan Africa : The role of institutions and governance. *African Journal of Economic and Management Studies*, 15(1), 15-30. <https://doi.org/10.1108/AJEMS-09-2022-0372>
- Chiwira, O. (2021). The co-integrating relationship between financial inclusion and economic growth in the Southern African Development Community. *Eurasian Journal of Economics and Finance*, 9(3), 170-188. <https://doi.org/10.15604/ejef.2021.09.03.003>
- Emara, N., & El Said, A. (2021). Financial inclusion and economic growth : The role of governance in selected MENA countries. *International Review of Economics & Finance*, 75, 34-54. <https://doi.org/10.1016/j.iref.2021.03.014>
- Gillman, M., Harris, M. N., & Mátyás, L. (2009). Inflation and growth : Explaining a negative effect. In *Inflation Theory in Economics* (p. 254-273). Routledge. <https://www.taylorfrancis.com/chapters/edit/10.4324/9780203880180-17/inflation-growth-max-gillman-mark-harris-lászló-mátyás>
- Ifediora, C., Offor, K. O., Eze, E. F., Takon, S. M., Ageme, A. E., Ibe, G. I., & Onwumere, J. U. J. (2022). Financial inclusion and its impact on economic growth : Empirical evidence from sub-Saharan Africa. *Cogent Economics & Finance*, 10(1), 2060551. <https://doi.org/10.1080/23322039.2022.2060551>
- Inoue, T. (2019). Financial inclusion and poverty reduction in India. *Journal of Financial Economic Policy*, 11(1), 21-33. <https://doi.org/10.1108/JFEP-01-2018-0012>
- Inoue, T., & Hamori, S. (2016). Financial Access and Economic Growth : Evidence from Sub-Saharan Africa. *Emerging Markets Finance and Trade*, 52(3), 743-753. <https://doi.org/10.1080/1540496X.2016.1116282>

- Iyke, B. N., & Ho, S.-Y. (2019). Inflation, Inflation Uncertainty, and Growth : Evidence from Ghana. *Contemporary Economics*, 13(2).
<https://www.ceeol.com/search/article-detail?id=974417>
<https://doi.org/10.5709/ce.1897-9254.303>
- Jima, M. D., & Makoni, P. L. (2023). Financial inclusion and economic growth in Sub-Saharan Africa—A panel ARDL and granger Non-Causality approach. *Journal of Risk and Financial Management*, 16(6), 299.
<https://doi.org/10.3390/jrfm16060299>
- Khan, I., Khan, I., Sayal, A. U., & Khan, M. Z. (2022). Does financial inclusion induce poverty, income inequality, and financial stability : Empirical evidence from the 54 African countries? *Journal of Economic Studies*, 49(2), 303-314.
<https://doi.org/10.1108/JES-07-2020-0317>
- Kim, D.-W., Yu, J.-S., & Hassan, M. K. (2018). Financial inclusion and economic growth in OIC countries. *Research in International Business and Finance*, 43, 1-14. <https://doi.org/10.1016/j.ribaf.2017.07.178>
- Lenka, S. K., & Sharma, R. (2017). Does Financial Inclusion Spur Economic Growth in India? *The Journal of Developing Areas*, 51(3), 215-228.
<https://doi.org/10.1353/jda.2017.0069>
- Lucas Jr, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of monetary economics*, 22(1), 3-42. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(88\)90168-7](https://doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7)
- Makina, D., & Walle, Y. M. (2019). Financial inclusion and economic growth : Evidence from a panel of selected African countries. In *Extending financial inclusion in Africa* (p. 193-210). Elsevier. <https://doi.org/10.1016/B978-0-12-814164-9.00009-8>
- Maune, A., Matanda, E., & Mundonde, J. (2020). Does financial inclusion cause economic growth in Zimbabwe? An empirical investigation. *Acta Universitatis Danubius. ØEconomica*, 16(1). <https://www.dj.univ-danubius.ro/index.php/AUDOE/article/download/37/15>
- McKinnon, R. I. (1973). *Money and Capital in Economic Development*. Brookings Institution Press.
- Menyelim, C. M., Babajide, A. A., Omankhanlen, A. E., & Ehikioya, B. I. (2021). Financial inclusion, income inequality and sustainable economic growth in sub-Saharan African countries. *Sustainability*, 13(4), 1780.
<https://doi.org/10.3390/su13041780>
- Nizam, R., Abdul Karim, Z., Sarmidi, T., & Abdul Rahman, A. (2020). Financial Inclusion and Firms Growth in Manufacturing Sector : A Threshold Regression Analysis in Selected Asean Countries. *Economics*, 8(4), Article 4.
<https://doi.org/10.3390/economics8040080>
- Nkwede, F. (2015). Financial inclusion and economic growth in Africa : Insight from Nigeria. *European Journal of Business and Management*, 7(35), 71-80.

- Nwisiényi, K. J., & Obi, O. A. (2020). An analysis of financial inclusion and economic growth in Nigeria; an ARDL approach. *International Journal of Research and Innovation in Social Science*, 4(10), 126-134.
- Onaolapo, A. A., Kajola, S. O., & Nwiodobie, M. B. (2015). Determinants of capital structure: A study of Nigerian quoted companies. *methodology*, 7(23). <https://www.academia.edu/download/84381545/25676.pdf>
- Robinson, J. (1952). The model of an expanding economy. *The Economic Journal*, 62(245), 42-53. <https://doi.org/10.2307/2227172>
- Sahay, M. R., Cihak, M., N'Diaye, M. P., Barajas, M. A., Mitra, M. S., Kyobe, M. A., Mooi, M., & Yousefi, M. R. (2015). *Financial inclusion : Can it meet multiple macroeconomic goals?* International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9781513585154.006>
- Sarpong, B., & Nketiah-Amponsah, E. (2022). Financial inclusion and inclusive growth in sub-Saharan Africa. *Cogent Economics & Finance*, 10(1), 2058734. <https://doi.org/10.1080/23322039.2022.2058734>
- Schumpeter, J. A. (1911). *A Theory of Economic Development*. Harvard University Press, Cambridge, MA.
- Sethi, D., & Acharya, D. (2018). Financial inclusion and economic growth linkage : Some cross country evidence. *Journal of Financial Economic Policy*, 10(3), 369-385. <https://doi.org/10.1108/JFEP-11-2016-0073>
- Shaw, E. S. (1973). *Financial deepening in economic development*. Oxford University Press. <https://agris.fao.org/search/en/providers/122621/records/647396913ed73003714cd005>
- Siddik, Md. N. A., Ahsan, T., & Kabiraj, S. (2019). Does Financial Permeation Promote Economic Growth? Some Econometric Evidence From Asian Countries. *Sage Open*, 9(3), 2158244019865811. <https://doi.org/10.1177/2158244019865811>

7. Annexes

7.1. Linear regression

| IPIBCA | Coef. | St.Err. | t-value | p-value | [95% Conf | Interval] | Sig |
|--------------------|--------|---------|----------------------|---------|-----------|-----------|-----|
| D_IBANK_A | -2.219 | 1.187 | -1.87 | .086 | -4.805 | .368 | * |
| D_IPOP | 1.343 | 1.38 | 0.97 | .35 | -1.663 | 4.349 | |
| INF | -.039 | .011 | -3.43 | .005 | -.065 | -.014 | *** |
| Constant | 2.316 | .205 | 11.30 | 0 | 1.87 | 2.763 | *** |
| Mean dependent var | | 1.579 | SD dependent var | | 0.510 | | |
| R-squared | | 0.589 | Number of obs | | 16 | | |
| F-test | | 5.730 | Prob > F | | 0.011 | | |
| Akaike crit. (AIC) | | 16.632 | Bayesian crit. (BIC) | | 19.723 | | |

*** $p < .01$, ** $p < .05$, * $p < .1$

7.2. estat vif

| VIF | 1/VIF |
|-------|-------|
| 1.310 | 0.763 |
| 1.290 | 0.775 |
| 1.020 | 0.982 |
| 1.210 | |